

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/W/8
12 novembre 2001

(01-5726)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'ARGENTINE CONCERNANT LES PARAGRAPHES 18 ET 12 DU PROJET DE DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Communication de l'Argentine

Le Secrétaire au commerce et aux relations économiques internationales et aux affaires consulaires de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 novembre 2001, en demandant qu'elle soit distribuée en tant que document officiel de la quatrième Conférence ministérielle.

J'ai le plaisir de m'adresser à vous au sujet des paragraphes 18 et 12 du projet de Déclaration ministérielle, dans la mesure où ils se rapportent à la question des indications géographiques.

L'Argentine souhaite exposer très clairement son point de vue quant à ces deux paragraphes:

Nous estimons que le paragraphe 18 du projet de Déclaration ministérielle est rédigé de façon incorrecte du point de vue juridique étant donné qu'il mentionne "l'extension de la protection des indications géographiques prévue à l'article 23 à des produits autres que les vins et spiritueux". À cet égard, nous rappelons que l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC prévoit la protection des indications géographiques uniquement pour les vins et les spiritueux. Il n'y a absolument aucune disposition dans les Accords de l'OMC qui accorde une protection additionnelle des indications géographiques pour les produits autres que les vins et spiritueux ni aucun mandat convenu pour négocier l'extension de cette protection additionnelle.

Par conséquent, cette question ne peut pas être considérée comme une question de mise en œuvre et traitée conformément au paragraphe 12.

S'agissant du paragraphe 12, nous estimons que la référence aux "questions de mise en œuvre en suspens" concerne les questions précédemment incluses dans les paragraphes 21 et 22 du document JOB(99)/5868/Rev.1 daté du 19 octobre 1999.

À cet égard, nous souhaiterions exprimer notre point de vue selon lequel il n'y a pas d'accord en vue de négocier les "autres questions de mise en œuvre en suspens" visées au point b) et selon lequel, d'ici à la fin de 2002, un consensus sera nécessaire pour lancer d'éventuelles négociations sur ces questions.
